



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Bulletin Mensuel de Conjoncture de la BCEAO

AVRIL 2009

NUMERO 44



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 839 05 00
Télécopie : +221 33 823 93 35
Télex : BCEAO 21833 SG /
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG
Site internet : <http://www.bceao.int>

Directeur de Publication

Kossi TENOU

*Directeur de la Recherche
et de la Statistique*

Email : courrier.drs@bceao.int

Impression :

Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR

ISSN 08505756



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BULLETIN MENSUEL DE CONJONCTURE DE LA BCEAO

Avril 2009

Numéro 44

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
I - VUE D'ENSEMBLE	6
II - APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	7
III - CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS L'UNION AU COURS DU MOIS DE FEVRIER 2009	8
3.1 - Evolution de l'activité économique	8
3.1.1 - Production agricole	8
3.1.2 - Activité industrielle	9
3.1.3 - Bâtiments et travaux publics	10
3.1.4 - Activité commerciale	11
3.1.5 - Services marchands	12
3.1.6 - Coûts de production et situation de trésorerie des entreprises	13
3.2 - Evolution des prix	13
3.3 - Evolution des conditions de banque	14
3.4 - Evolution de la situation monétaire	16
3.5 - Evolution des marchés de capitaux	18
3.5.1 - Marché monétaire	18
3.5.2 - Marché financier	21

AVANT-PROPOS

Le Bulletin mensuel de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public l'analyse de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Le Bulletin est centré sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture interne, notamment l'évolution de l'activité industrielle et commerciale, ainsi que les conditions de production des entreprises et le niveau général des prix à la consommation. Ces informations sont collectées sur la base d'enquêtes réalisées tous les mois par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

Le Bulletin mensuel de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

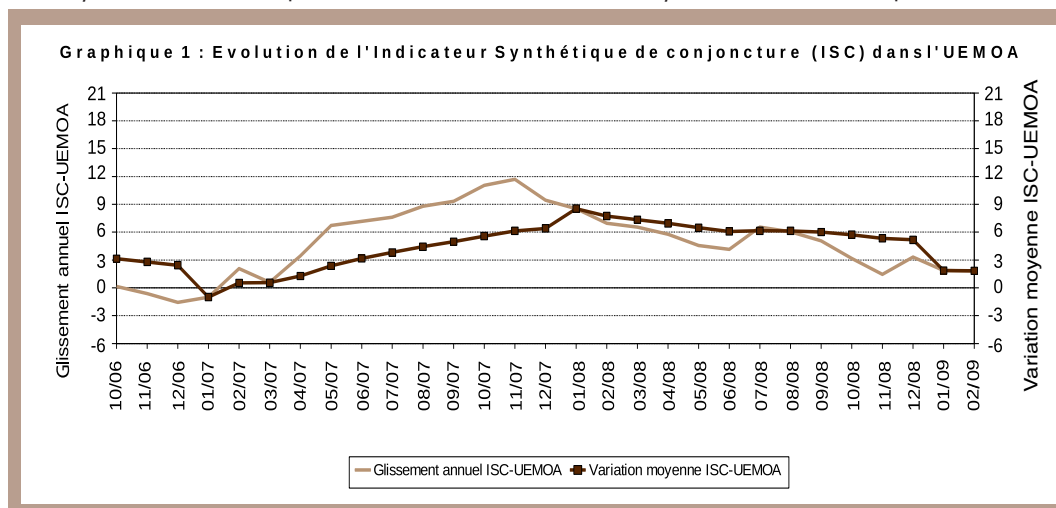
Le Directeur de Publication

I - VUE D'ENSEMBLE

L'environnement économique international a été marqué, en février 2009, par la chute des investissements et la dégradation du marché du travail. Il est, en outre, caractérisé par la mise en œuvre du nouveau plan de relance de l'Administration Obama. Au plan de la politique monétaire, les principales banques centrales des pays industrialisés ont maintenu leurs principaux taux directeurs inchangés, à l'exception de la Banque du Japon. Ainsi, pour faciliter le financement de l'économie, les banques centrales se sont engagées dans le rachat des titres émis par les entreprises. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié par rapport aux principales devises.

La conjoncture économique, analysée sur la base de l'Indicateur Synthétique de Conjoncture (ISC)¹, est ressortie stable au niveau de l'UEMOA, en rythme annuel en février 2009. Cette stabilité globale résulte, par secteur, d'une progression de l'activité dans l'industrie et les services marchands, d'une part, et d'une baisse dans les Bâtiments et Travaux Publics (BTP) et le commerce, d'autre part. Par pays, la conjoncture est restée inchangée au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Togo. Elle a été favorable au Niger et au Sénégal. Par contre, l'activité économique est demeurée morose au Mali.

En moyenne, sur les deux premiers mois de l'année 2009, le rythme de l'activité n'a pas évolué dans



l'Union comparativement à l'année précédente. Par pays, une stabilité de la conjoncture a prévalu au Burkina, au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo. De manière contrastée, une évolution favorable de la conjoncture est relevée en Guinée-Bissau, au Niger et au Sénégal, tandis qu'un repli de l'activité est observé au Mali.

Le ralentissement de l'inflation, en glissement annuel, entamé depuis le mois de septembre 2008 s'est poursuivi en février 2009.

Quant aux conditions de banque dans l'UEMOA, elles ont été caractérisées par un durcissement par rapport à l'année précédente. En effet, les taux d'intérêt débiteurs ont progressé de 0,15 point de pourcentage à 8,27% en février 2009 contre 8,12% un an auparavant.

Les nouveaux crédits accordés par les banques ont connu une forte expansion en rythme annuel. En effet, ils ont crû de 38,4% par rapport à février 2008.

¹ : Cf. Document d'Etude et de Recherche N°DER/02/03, «Construction d'un indicateur synthétique d'opinion sur la conjoncture».

II – APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'environnement économique international a été marqué, en février 2009, par la chute des investissements et la dégradation du marché du travail. Il est, en outre, caractérisé par la mise en œuvre du nouveau plan de relance de l'Administration Obama. Au plan de la politique monétaire, les principales banques centrales des pays industrialisés ont maintenu leurs principaux taux directeurs inchangés, à l'exception de la Banque du Japon. En effet, la Banque Centrale Européenne (BCE) a, à l'issue de la réunion mensuelle de son Conseil des Gouverneurs, décidé de maintenir inchangé son principal taux directeur à 2%. La Réserve Fédérale Américaine (FED) et la Banque d'Angleterre ont laissé, respectivement leur taux objectif des fed funds à 0,25% et le taux d'intervention à 1,5%.

*Chute des investissements
et dégradation du marché
du travail*

Sur les marchés des changes, l'euro s'est établi en moyenne à 1,2784 dollar en février 2009 contre 1,3238 dollar en janvier 2009, se dépréciant de 3,43%. Il s'est également inscrit en baisse de 3,40% face à la livre sterling, s'échangeant en moyenne à 0,8869 livre en février 2009 contre 0,9181 livre en janvier 2009. En outre, la monnaie commune européenne s'est repliée de 1,20% par rapport à la devise japonaise, ressortant en moyenne à 118,3005 yens en février 2009 au lieu de 119,7329 yens en janvier 2009.

*Dépréciation de l'euro
vis-à-vis des principales
devises*

Les cours moyens mensuels des matières premières exportées par les pays de l'Union se sont orientés à la hausse, durant le mois de février 2009, à l'exception de ceux du pétrole, du caoutchouc, du café et de l'huile de palmiste, ressortis en baisse de 6,8%, 4,9%, 2,5% et 0,4% respectivement, par rapport à janvier 2009.

*Evolution contrastée des
cours des matières
premières exportées par
les pays de l'UEMOA*

D'un mois à l'autre, les cours moyens ont progressé de 10,6% pour le coton, 2,83% pour l'huile de palme et 0,9% pour le cacao.

Les cours moyens de la tonne métrique de la noix de cajou et de l'huile d'arachide sont restés inchangés, ressortant respectivement à 450 dollars et à 1.375 dollars en février 2009.

III – CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS L'UNION AU COURS DU MOIS DE FEVRIER 2009

3.1- Evolution de l'activité économique

3.1.1 – Production agricole

Hausse de la production vivrière

Les résultats de la campagne agricole 2008/2009 sont ressortis en hausse, en variation annuelle, dans tous les pays de l'UEMOA, en raison de la bonne pluviométrie enregistrée.

La production de cultures vivrières (céréales et tubercules) s'est inscrite en nette augmentation, en particulier pour les céréales.

Tableau 1 : Evolution de la production vivrière (par campagne)*

	2007/2008	2008/2009	Variation
	En milliers de tonnes		(en %)
Bénin	5 750,6	6 816,2	18,5
Burkina	3 088,8	4 213,3	36,4
Côte d'Ivoire	10 932,9	11 249,9	2,9
Guinée-Bissau	243,1	278,4	14,5
Mali	3 877,9	4 814,9	24,2
Niger	4 855,8	5 866,9	20,8
Sénégal	1 275,8	3 129,6	145,3
Togo	3 623,6	3 628,2	0,1
UEMOA	33 648,5	39 997,4	18,9

* : estimations.

Sources : organismes nationaux de commercialisation.

Hausse de la production des cultures d'exportation, à l'exception de celle du cacao

De même, les récoltes des principales cultures d'exportation ont été satisfaisantes. Elles ont, pour la plupart, augmenté, à l'exception de celles du cacao, qui ont enregistré une baisse de 17,6%.

Tableau 2 : Evolution de la production des cultures d'exportation (par campagne)*

	2007/2008	2008/2009	Variation
	En milliers de tonnes		(en %)
Arachide	1 275,9	2 002,8	57,0
Cacao	1 388,6	1 143,6	-17,6
Café	76,9	110,2	43,3
Coton-graine	1 154,0	1 156,1	0,2
Noix de cajou	171,9	177,2	3,1

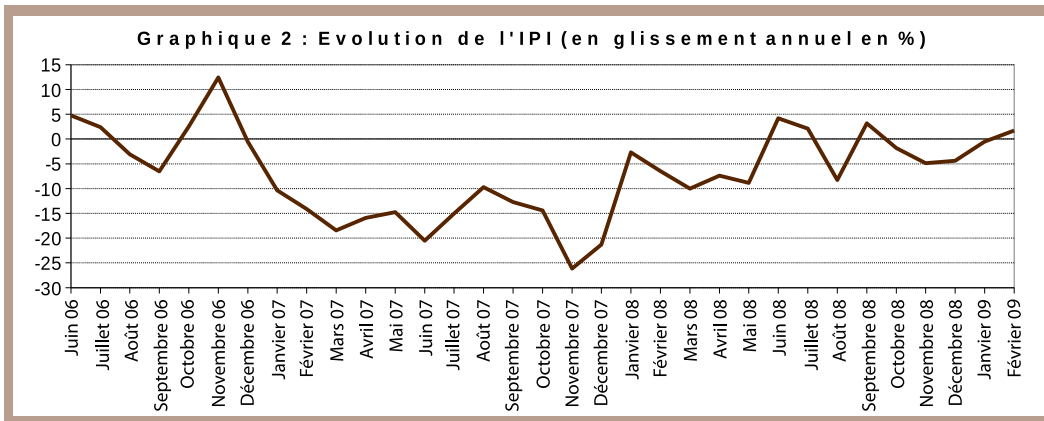
* : estimations.

Sources : organismes nationaux de commercialisation.

3.1.2 - Activité industrielle

L'orientation baissière de la production industrielle, dans l'UEMOA, observée depuis janvier 2007, s'est interrompue en février 2009. En effet, l'indice de la production industrielle s'est redressé de 1,7%, en glissement annuel, après le repli de 0,5% constaté en janvier 2009 (cf. graphique 2). La progression de l'activité dans les industries manufacturières (+1,9%) et extractives (+0,4%) a le plus contribué à cette évolution globale.

Progression en glissement annuel de la production industrielle



Les performances des unités de transformation alimentaire et des fabriques de textiles et de caoutchoucs et plastiques sont à la source du dynamisme de la branche « Industries manufacturières ».

En effet, une hausse de la production de biens alimentaires est observée dans presque tous les pays de l'UEMOA, à l'exception du Bénin et du Mali. En Côte d'Ivoire, la bonne orientation de l'activité est due essentiellement au flux de la demande sous-régionale de farine de blé, de produits laitiers et d'huile raffinée. En Guinée-Bissau, la progression de la transformation alimentaire est impulsée par la reprise de l'activité dans le secteur des boulangeries et pâtisseries. Au Niger, elle résulte du regain d'activité, en liaison avec l'organisation des premiers jeux de la Communauté des Etats Sahélo-Sahariens (CEN-SAD).

L'augmentation de la production manufacturière est également liée à celle des unités textiles au Bénin, au Burkina et au Niger. Le raffermissement de l'indice de la sous-branche « Textiles » fait suite à l'intensification de l'égrenage de coton, en relation avec la bonne campagne 2008/2009, notamment au Bénin et au Burkina.

Enfin, la hausse de la production de la sous-branche « Caoutchoucs et matières plastiques » reflète l'entrée en production des nouvelles exploitations de caoutchouc naturel en Côte d'Ivoire.

Dans le secteur minier, la bonne tenue de la production est soutenue par les activités d'extraction d'or au Mali, ainsi que du phosphate et du clinker au Togo.

Par pays, en glissement annuel, l'indice de la production industrielle a progressé au Burkina (+24,0%), en Guinée-Bissau (+12,3%), au Sénégal (+9,1%), au Togo (+8,8%) et en Côte d'Ivoire (+2,4%). En revanche, il a reculé au Mali (-22,6%), au Bénin (-13,9%) et au Niger (-3,1%).

Tableau 3 : Variation de l'indice de la production industrielle à fin février 2009

Pays	Variation mensuelle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	janvier 2009	février 2009	février 2008	janvier 2009	février 2009	2008 (*)	2009 (*)
Bénin	0,6	8,4	3,4	-14,7	-13,9	9,4	-14,3
Burkina	147,7	-14,1	-17,4	25,2	24,0	-14,7	24,7
Côte d'Ivoire	-3,5	-7,7	-6,1	7,7	2,4	-2,6	5,1
Guinée-Bissau	-17,1	25,1	-4,8	-7,0	12,4	-3,5	2,8
Mali	-7,9	-6,9	6,6	-41,9	-22,6	-4,0	-34,0
Niger	-17,8	-11,5	7,7	22,7	-4,2	12,9	8,4
Sénégal	2,8	-11,5	-11,1	2,8	9,1	-4,0	5,7
Togo	-23,8	11,1	-19,0	-11,8	8,8	-19,8	-2,1
UEMOA	7,2	-8,0	-6,5	-0,5	1,7	-4,5	0,5

Source : BCEAO.

(*) Moyenne des deux premiers mois de l'année.

La production industrielle s'est orientée à la hausse, en moyenne, sur les deux premiers mois de l'année 2009. En effet, l'indice moyen de la production industrielle s'est relevé de 0,5% de janvier à février 2009 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette amélioration est induite par la bonne tenue de l'activité dans les industries manufacturières et énergétiques.

La performance des unités manufacturières est expliquée par l'accélération du rythme d'activité au Burkina, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Niger et au Sénégal.

Un regain de dynamisme du secteur de la production électrique est observé dans tous les pays de l'Union, à l'exception de la Côte d'Ivoire et du Sénégal.

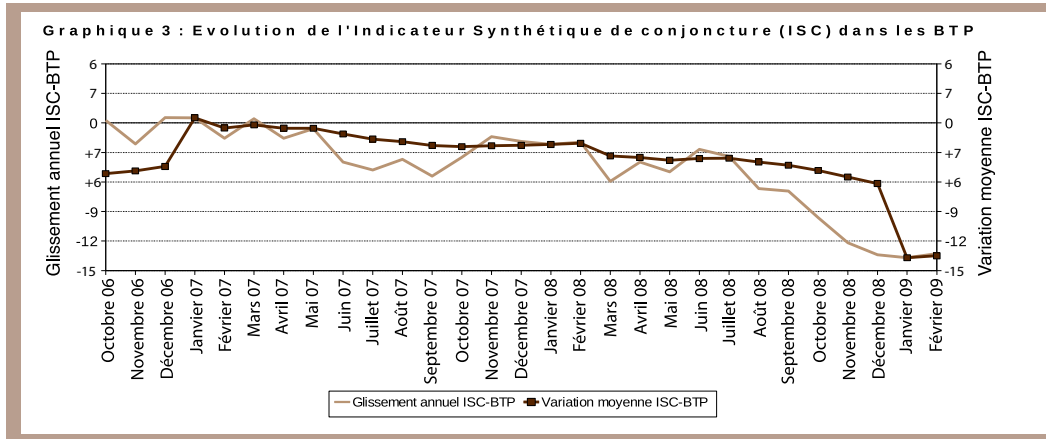
Par pays, sur les deux premiers mois de l'année 2009, la production industrielle a progressé de 24,7% au Burkina, 8,4% au Niger, 5,7% au Sénégal, 5,1% en Côte d'Ivoire et 2,8% en Guinée-Bissau. Par contre, elle a diminué de 34,0% au Mali, 14,3% au Bénin et 2,1% au Togo.

3.1.3 - Bâtiments et travaux publics

Selon les opinions des chefs d'entreprise, un ralentissement de l'activité dans le secteur des BTP est observé en février 2009 dans l'Union, en glissement annuel (cf. graphique 3), en liaison principalement avec la diminution des reprises de chantiers qui a atténué la progression des nouveaux contrats. Par ailleurs, il est enregistré une stabilité des mises en chantier. Les interruptions de chantiers n'ont pas varié.

Au niveau des pays membres de l'Union, cette décélération, en glissement annuel, de l'activité des BTP est imputable au repli en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal et au Togo, qui a atténué la progression enregistrée au Bénin, au Burkina et en Guinée-Bissau. Une stagnation a été observée au Niger.

Baisse, en glissement
annuel, dans le secteur
des BTP

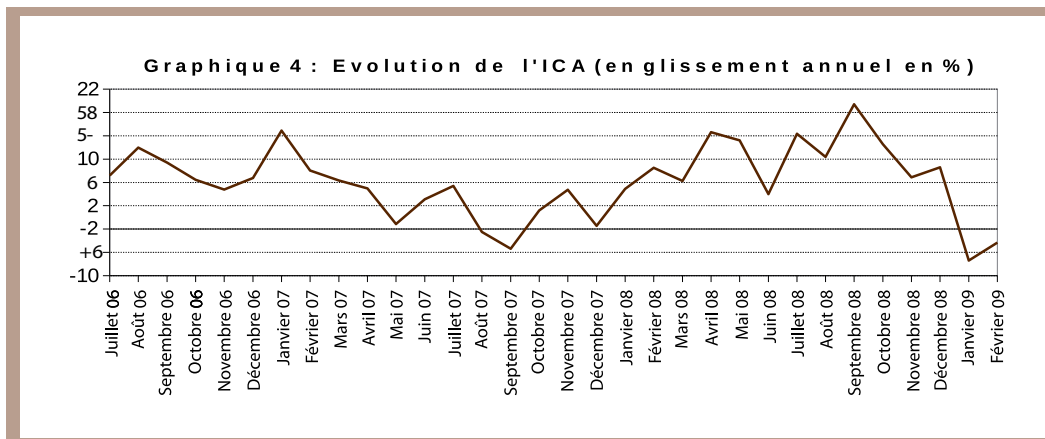


En moyenne sur les deux premiers mois de l'année 2009, l'activité des BTP a décliné dans l'Union, sur une base annuelle. Cette évolution résulte de la baisse des mises en chantier et des reprises de chantiers, atténuée par la diminution des interruptions de chantiers. Cette orientation globale de l'activité de construction, en moyenne, découle des mouvements contrastés par pays. En effet, une baisse est enregistrée en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal et au Togo, contre une hausse au Burkina, au Bénin, en Guinée-Bissau et au Niger.

3.1.4 - Activité commerciale

L'orientation à la baisse, en glissement annuel, du commerce de détail du secteur moderne, observée le mois précédent dans l'Union, s'est prolongée en février 2009. En effet, l'indice du chiffre d'affaires a fléchi de 4,2%, après un recul de 7,4% en janvier 2009 (cf. graphique 4). Cette contre-performance de l'activité commerciale résulte essentiellement de la diminution du volume d'affaires des commerces de biens d'équipement du logement (-16,3%), de produits pétroliers (-9,8%) et, dans une moindre mesure, de denrées alimentaires (-1,3%).

Repli en glissement annuel, de l'activité commerciale



Par pays, une diminution du chiffre d'affaires a été enregistrée au Sénégal (-20,7%), au Burkina (-17,4%), au Togo (-4,3%), au Mali (-1,2%) et en Guinée-Bissau (-0,4%). L'augmentation relevée au Bénin (+3,7%), au Niger (+2,9%) et en Côte d'Ivoire (+1,2%) a limité cette tendance défavorable de l'activité commerciale.

La contraction du chiffre d'affaires dans le commerce est liée essentiellement à la baisse des ventes de denrées alimentaires au Burkina, au Mali et au Togo, de produits pétroliers au Sénégal, de produits pharmaceutiques et cosmétiques au Burkina et au Mali, ainsi que celle de biens d'équipement du logement au Burkina et au Sénégal.

Tableau 4 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires à fin février 2009

Pays	Variation mensuelle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	janvier 2009	février 2009	février 2008	janvier 2009	février 2009	2008 (*)	2009 (*)
Bénin	-30,8	-1,9	-14,7	-25,4	3,7	0,8	-13,4
Burkina	2,4	-1,3	1,6	-11,1	-17,4	4,9	-14,3
Côte d'Ivoire	-16,4	-6,3	7,2	1,7	1,2	7,6	1,4
Guinée-Bissau	-5,7	-3,1	20,6	23,7	-0,4	6,4	10,5
Mali	-20,9	3,8	7,0	-10,7	-1,2	3,3	-6,1
Niger	-12,3	5,2	22,2	-2,5	2,9	16,5	0,2
Sénégal	-26,4	3,2	9,3	-21,7	-20,7	1,1	-21,2
Togo	-8,5	3,2	15,3	-10,2	-4,3	10,1	-7,3
UEMOA	-17,8	-1,5	8,0	-7,4	-4,2	6,2	-5,8

Source : BCEAO.

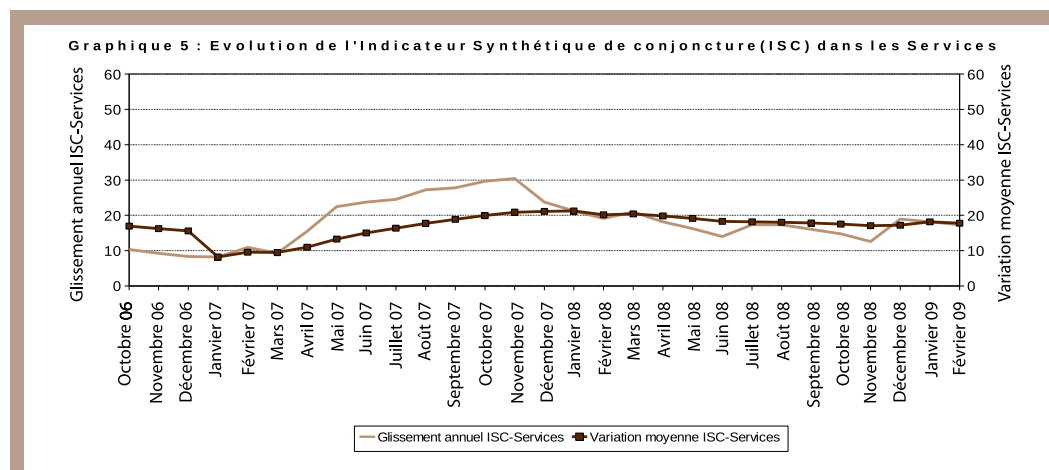
(*) Moyenne des deux premiers mois de l'année.

En moyenne, au cours de deux premiers mois de l'année 2009, l'activité commerciale s'est repliée par rapport à la même période de l'année précédente. En effet, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a reculé de 5,8%, en moyenne, de janvier à février 2009 contre une hausse de 6,2% au cours des mêmes mois de 2008. Par pays, le volume des ventes commerciales s'est replié de 21,2% au Sénégal, 14,3% au Burkina, 13,4% au Bénin, 7,3% au Togo et 6,1% au Mali. Par contre, il s'est accru de 10,5% en Guinée-Bissau, 1,4% en Côte d'Ivoire et 0,2% au Niger.

3.1.5 - Services marchands

Selon l'avis des chefs d'entreprise, l'activité dans le secteur des services marchands s'est améliorée en février 2009 dans l'Union. Cette évolution favorable traduit le dynamisme des branches « transports, entreposage et communication » et « intermédiation financière ». Dans ce contexte, les tarifs des prestations sont restés stables.

Progression, en glissement annuel, de l'activité dans le secteur des services marchands



Par pays, en glissement annuel, une amélioration de la conjoncture dans les services marchands est constatée en février 2009 en Côte d'Ivoire, au Niger, au Sénégal et au Togo. Par contre, un reflux est observé au Burkina et en Guinée-Bissau. L'activité s'est stabilisée au Bénin et au Mali.

En moyenne, la conjoncture s'est améliorée dans les services marchands, de janvier à février 2009, comparativement à l'année précédente.

3.1.6 - Coûts de production et situation de trésorerie des entreprises

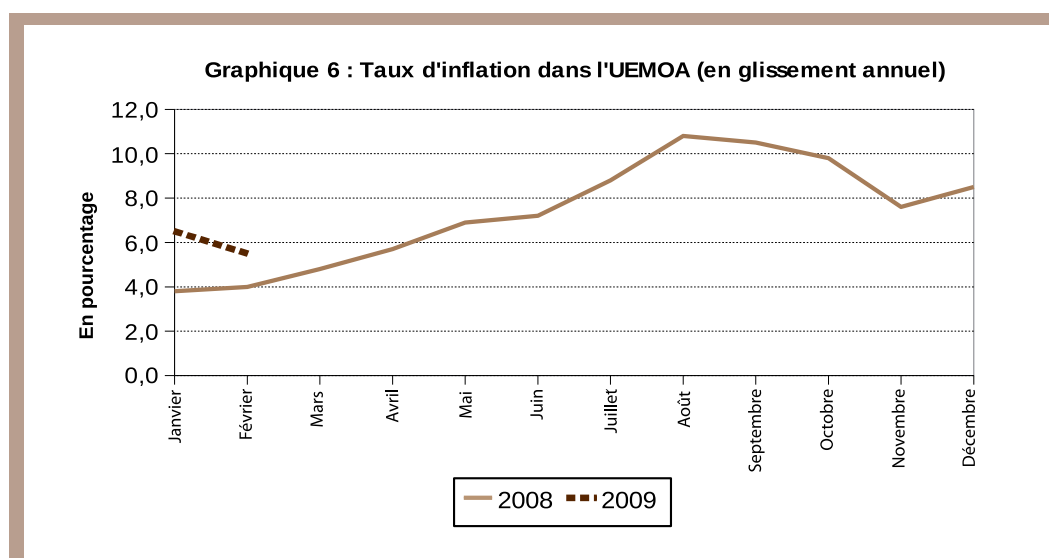
Les coûts unitaires de production ont confirmé, en glissement annuel, leur tendance haussière dans l'industrie et dans les BTP, du fait du niveau élevé des approvisionnements. Une dégradation de la situation de trésorerie des entreprises a été observée.

En moyenne, sur les deux premiers mois de l'année 2009, par rapport à la même période de l'année 2008, les coûts unitaires de production ont crû dans l'industrie et dans les BTP, du fait du renchérissement des approvisionnements. Toutefois, la trésorerie des entreprises s'est améliorée.

3.2 - Evolution des prix

La tendance baissière de l'inflation, en glissement annuel, observée au cours du mois de septembre 2008, s'est prolongée jusqu'en février 2009. En effet, le taux d'inflation s'est situé à 6,5% en janvier 2009 à 5,5% en février 2009. Cette désinflation est expliquée principalement par la détente observée sur les prix des produits pétroliers et des services de transport dans certains pays de l'Union.

Baisse de l'inflation en glissement annuel



L'inflation en moyenne apparaît élevée à fin février 2009, par rapport à la même période de 2008. Le taux d'inflation a atteint 6,0% en moyenne à fin février 2009 contre 4,0% à fin février 2008. La hausse du niveau général des prix, en moyenne, de janvier à février 2009 résulte de la rigidité à la baisse des prix des céréales locales dans la plupart des pays, nonobstant les bonnes récoltes enregistrées au terme de la campagne agricole 2008/2009, en liaison avec la rétention des stocks par les paysans, la reconstitution des stocks de sécurité alimentaire et les comportements spéculatifs des commerçants.

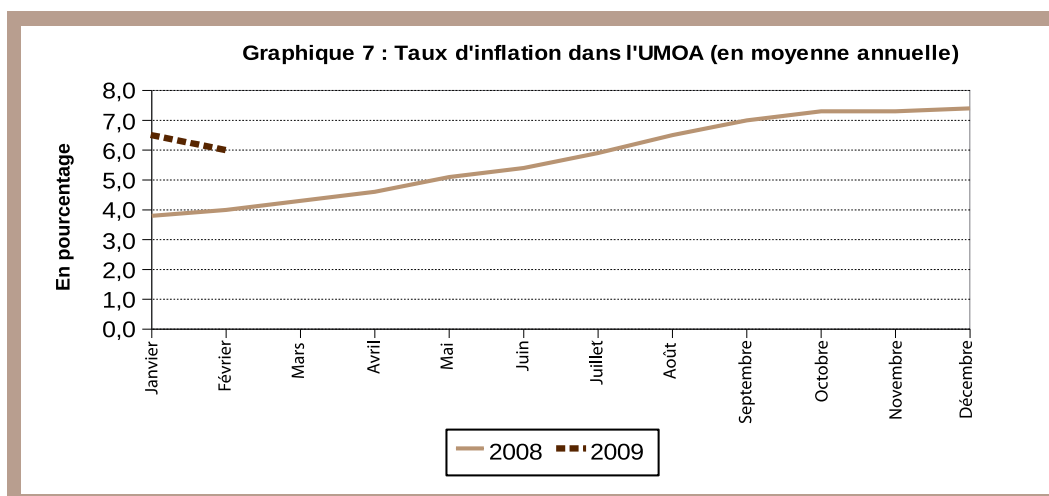
Tableau 5 : Evolution des prix dans les pays de l'UEMOA à fin février 2009

Pays	Variation mensuelle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	janvier 2009	février 2009	février 2008	janvier 2009	février 2009	2008 (*)	2009 (*)
Bénin	-0,8	-0,8	2,6	7,6	6,6	1,9	7,1
Burkina	-0,5	0,5	2,3	8,1	8,5	7,0	8,3
Côte d'Ivoire	-0,1	0,0	2,7	7,1	5,8	2,4	6,4
Guinée-Bissau	-1,6	-1,4	8,6	9,2	5,8	7,6	7,5
Mali	-0,9	-0,1	5,8	6,2	5,4	4,9	5,8
Niger	-1,7	0,0	7,6	11,8	10,3	6,8	11,1
Sénégal	-1,8	0,1	5,5	2,3	1,8	5,8	2,0
Togo	-0,5	-1,4	4,5	7,9	6,7	4,3	7,3
UEMOA	-0,8	-0,2	4,3	6,5	5,5	4,0	6,0

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

(*) Moyenne des deux premiers mois de l'année 2009.

Graphique 7 : Taux d'inflation dans l'UMOA (en moyenne annuelle)



3.3 - Evolution des conditions de banque

Les conditions débitrices des banques ont connu un durcissement dans l'Union, en moyenne, par rapport à février 2008. Pour l'ensemble de la Zone, le taux d'intérêt débiteur des banques² a globalement progressé de 0,15 point de pourcentage pour ressortir à 8,27%³ en février 2009 contre 8,12% en février 2008 (cf. tableau 6). Cette situation traduit la hausse des taux débiteurs principalement en Guinée-Bissau (+1,72 point), au Niger (+1,68 point), au Burkina (+1,18 point) et en Côte d'Ivoire (+0,74 point).

2 : Dans le calcul des moyennes, les taux d'intérêt ont été pondérés par les montants de crédits associés.

3 : En incluant les prêts au personnel des banques, le taux d'intérêt moyen se situe à 8,26%.

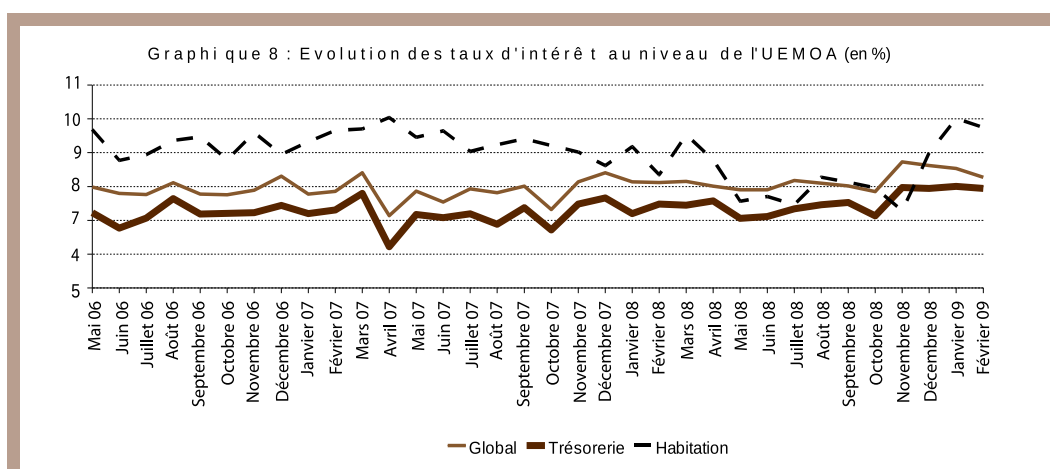
Tableau 6 : Taux d'intérêt débiteurs des banques (hors prêts au personnel)

Pays	Niveaux du taux débiteur mensuel (en %)			Variation (en point de %)	
	février 2008	janvier 2009	février 2009	février 2009 / janvier 2009	février 2009 / février 2008
Bénin	10,93	11,42	11,08	-0,34	0,15
Burkina	9,06	9,66	10,24	0,58	1,18
Côte d'Ivoire	6,96	7,71	7,70	-0,01	0,74
Guinée-Bissau	10,11	11,20	11,83	0,63	1,72
Mali	10,12	9,41	9,45	0,04	-0,67
Niger	11,50	11,40	13,18	1,78	1,68
Sénégal	7,46	7,81	7,27	-0,55	-0,19
Togo	10,29	9,65	9,82	0,17	-0,47
UEMOA	8,12	8,53	8,27	-0,25	0,16

Source : BCEAO.

La hausse des taux sur les crédits bancaires est imputable au renchérissement des concours octroyés aux « Sociétés d'Etat et EPIC » (+0,99 point), aux « Entreprises privées du secteur productif » (+0,24 point) et aux « Particuliers » (+0,20 point). Selon l'objet du crédit, le durcissement des conditions débitrices a été essentiellement le fait des crédits à l'habitat (+1,13 point), à l'exportation (+0,52 point) et à la trésorerie (+0,49 point).

Le volume des nouveaux crédits a connu une forte expansion. En effet, il a progressé, en glissement annuel, de 38,4% à fin février 2009 contre 27,5% un an plus tôt. Ces nouvelles mises en place se sont donc rehaussées de 121,7 milliards par rapport au niveau de 316,9 milliards enregistré en février 2008 pour atteindre un niveau de 438,6 milliards, n'incluant pas les découverts en comptes courants et les escomptes d'effets de commerce.



Les allocations de crédit ont été en faveur principalement des « Entreprises privées du secteur productif » (49,8%), des « Entreprises individuelles » (20,1%), de « l'Etat et organismes assimilés » (14,9%) et des « Particuliers » (9,2%). Elles ont couvert essentiellement les besoins de trésorerie pour 76,7%, d'équipement pour 9,0% et de consommation pour 5,6%.

3.4 – Evolution de la situation monétaire

Poursuite de l'expansion de la masse monétaire en rythme annuel

La situation monétaire de l'Union à fin février 2009, comparée à celle de la même période de l'année précédente, est caractérisée par une progression des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, de la position nette des Gouvernements et des crédits à l'économie.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 4.606,6 milliards contre 4.425,2 milliards un an plus tôt, soit une augmentation de 4,1% imputable à la Banque Centrale, dont les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 7,5% pour ressortir à 4.588,7 milliards. Par contre, ceux des banques ont diminué de 88,7% pour se situer à 17,9 milliards.

L'encours du crédit intérieur s'est accru de 13,6% en se fixant à 6.231,1 milliards à fin février 2009 contre 5.487,3 milliards un an auparavant. Cette situation résulte de la hausse de 46,2 milliards des crédits nets aux Etats et de 697,6 milliards des concours au secteur privé.

Les crédits à l'économie ont crû de 14,1% pour ressortir à 5.648,0 milliards, en progression de 697,6 milliards d'une année à l'autre, du fait de la hausse de 16,7% des crédits à moyen et long terme et de 12,5% des concours à court terme. La position nette des Gouvernements s'est fixée à 583,1 milliards contre 536,9 milliards en février 2008.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est accrue de 10,1% en glissement annuel, pour s'établir à 9.341,9 milliards.

Tableau 7 : Evolution des agrégats monétaires par pays (en milliards de francs CFA)

	févr. 08	janv. 09	févr. 09	Variation (en %)	
				Mensuelle	Annuelle
Bénin					
Avoirs extérieurs nets	681,9	630,6	634,0	0,5%	-7,0%
Position nette du gouvernement	-271,9	-183,0	-133,0	-27,3%	-51,1%
Crédit à l'économie	544,9	608,7	608,5	0,0%	11,7%
Masse monétaire	913,7	1 066,6	1 096,4	2,8%	20,0%
Burkina					
Avoirs extérieurs nets	388,2	390,8	381,1	-2,5%	-1,8%
Position nette du gouvernement	-81,7	-67,3	-64,0	-4,9%	-21,7%
Crédit à l'économie	574,7	657,2	662,0	0,7%	15,2%
Masse monétaire	823,1	922,8	935,6	1,4%	13,7%
Côte d'Ivoire					
Avoirs extérieurs nets	985,5	1 034,2	1 028,1	-0,6%	4,3%
Position nette du gouvernement	468,6	389,8	396,3	1,7%	-15,4%
Crédit à l'économie	1 492,9	1 717,0	1 717,0	0,0%	15,0%
Masse monétaire	2 835,4	3 003,8	2 996,8	-0,2%	5,7%
Guinée-Bissau					
Avoirs extérieurs nets	51,0	60,9	57,3	-5,9%	12,4%
Position nette du gouvernement	15,3	9,4	10,0	6,4%	-34,6%
Crédit à l'économie	12,2	22,4	21,2	-5,4%	73,8%
Masse monétaire	72,7	86,0	81,4	-5,3%	12,0%
Mali					
Avoirs extérieurs nets	531,0	452,8	431,7	-4,7%	-18,7%
Position nette du gouvernement	-138,2	-142,2	-144,4	1,5%	4,5%
Crédit à l'économie	606,2	655,2	668,1	2,0%	10,2%
Masse monétaire	1 005,3	979,4	980,9	0,2%	-2,4%
Niger					
Avoirs extérieurs nets	197,0	281,3	254,3	-6,0%	34,2%
Position nette du gouvernement	-49,8	-109,4	-102,1	-6,7%	105,0%
Crédit à l'économie	214,2	269,7	285,2	5,7%	33,1%
Masse monétaire	342,5	411,7	415,0	0,8%	21,2%
Sénégal					
Avoirs extérieurs nets	728,2	707,4	760,7	7,5%	4,5%
Position nette du gouvernement	75,4	80,8	53,7	-33,5%	-28,8%
Crédit à l'économie	1 253,0	1 433,1	1 437,6	0,3%	14,7%
Masse monétaire	1 868,6	1 993,5	2 020,6	1,4%	8,1%
Togo					
Avoirs extérieurs nets	198,8	241,4	248,2	2,8%	24,8%
Position nette du gouvernement	6,9	76,3	84,9	11,3%	1130,4%
Crédit à l'économie	252,2	244,8	248,3	1,4%	-1,5%
Masse monétaire	474,3	539,1	549,0	1,8%	15,7%
UMOA					
Avoirs extérieurs nets	4 425,2	4 691,4	4 606,6	-1,8%	4,1%
Position nette du gouvernement	536,9	541,2	583,1	7,7%	8,6%
Crédit à l'économie	4 950,4	5 608,1	5 648,0	0,7%	14,1%
Masse monétaire	8 481,9	9 272,8	9 341,9	0,7%	10,1%

Source : BCEAO.

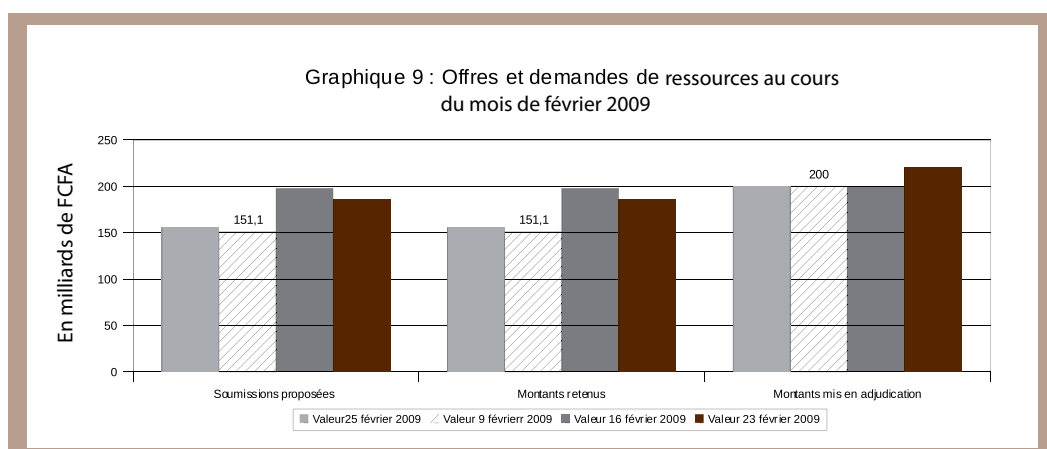
3.5 – Evolution des marchés de capitaux

3.5.1 - Marché monétaire

Intensification des opérations d'injection de liquidités sur le marché monétaire

La Banque Centrale a intensifié, en février 2009, ses opérations d'injection de liquidités sur le marché monétaire. Le montant mis en adjudication a été porté de 200,0 milliards en janvier 2009 à 220,0 milliards contre 100,0 milliards en février 2008, face à l'accroissement des besoins des banques et à la montée des taux d'intérêt sur le marché monétaire. L'encours des avances sur le marché monétaire par appel d'offres s'est établi à 186,1 milliards à fin février 2009 contre 167,0 milliards le mois précédent et 89,0 milliards un an auparavant.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des offres et demandes de ressources au cours du mois de février 2009.



Le taux marginal des adjudications de la BCEAO observé en février 2009 a fluctué entre 3,7500% et 3,7505% contre une plage de 2,9500% à 3,0000% en février 2008.

Le taux moyen pondéré hebdomadaire sur l'open market a oscillé entre 3,9578% et 4,0801% contre une fourchette de 3,2677% et 3,3496% un an plus tôt. Le taux moyen pondéré⁴ des appels d'offres s'est établi à 3,9664% contre 4,4676% le mois précédent et 3,3212% par rapport à l'année dernière.

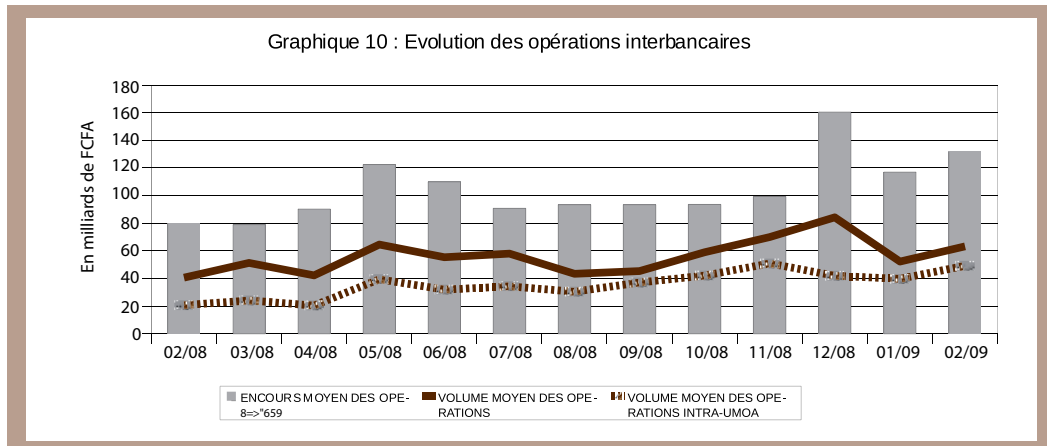
Les refinancements sur le guichet de la pension sont ressortis à 165,0 milliards en février 2009, soit une hausse de 107,1 milliards par rapport à l'année précédente et de 9,6 milliards en rythme mensuel.

En février 2009, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires a progressé, sur une base annuelle. En effet, il s'est situé à 63,2 milliards contre 40,6 milliards en février 2008, soit une augmentation de 22,6 milliards. En variation mensuelle, il affiche une hausse de 10,9 milliards.

L'encours moyen des prêts interbancaires s'est également accru comparativement à la même période de l'année précédente. Il est passé de 80,2 milliards en février 2008 à 131,6 milliards en février 2009, soit une progression de 51,4 milliards. En variation mensuelle, il a enregistré une augmentation de 14,6 milliards.

4 : Moyenne pondérée en nombre de jours du taux moyen pondéré.

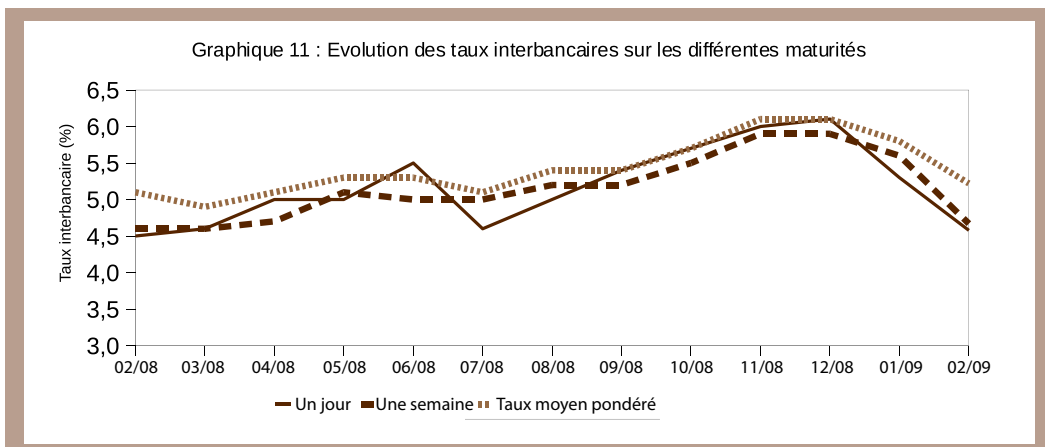
Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des opérations sur les douze derniers mois.



Le taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, s'est inscrit en baisse au cours du mois de février 2009. Il s'est établi à 5,22% contre 5,80% le mois précédent et 5,05% un an plus tôt.

Pour sa part, le taux moyen interbancaire à une semaine, durée correspondant à la maturité des opérations d'adjudication et au compartiment le plus actif du marché interbancaire, est ressorti à 4,67% contre 5,59% en janvier 2009, demeurant en dessous du taux de pension de la Banque Centrale.

Le graphique ci-dessous présente la tendance des taux interbancaires sur les douze derniers mois.



Au total, à fin février 2009, les taux d'intérêt ont cru en rythme annuel dans tous les compartiments du marché monétaire de l'Union, tant sur le marché interbancaire qu'au niveau des guichets de la BCEAO. Les concours de la Banque Centrale aux banques et établissements financiers se sont accrues au cours de la période, du fait de la progression des encours sur le guichet de la pension.

Tableau 8 : Evolution des opérations du marché interbancaire par compartiment au titre du mois de février 2009 (en millions de FCFA)

PERIODES	UN JOUR		UNE SEMAINE		DEUX SEMAINES		UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS		NEUF MOIS		DOUZE MOIS		TOUTES MATURITES CONFONDUES		ENCOURS
	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant Total	dont intra-UMOA	
4 au 10 février 2009	7 500	4,85%	30 750	5,07%	17 000	6,32%	8 600	5,91%	1 000	6,25%	-	-	1 000	8,00%	-	-	65 850	29 950	127 254
11 au 17 février 2009	14 000	4,38%	36 350	4,65%	3 000	6,75%	2 800	6,12%	2 000	6,50%	-	-	-	-	-	-	58 150	53 250	123 950
18 au 24 février 2009	21 000	4,62%	19 312	3,73%	12 400	6,39%	6 506	6,89%	-	-	10 000	7,00%	-	-	-	-	69 218	61 156	129 156
25 février au 3 mars 2009	10 600	4,58%	35 000	4,87%	3 750	6,77%	9 506	6,48%	660	7,50%	-	-	-	-	-	-	59 516	52 666	146 222
Moyenne	13 275	4,58%	30 353	4,67%	9 038	6,43%	6 853	6,36%	915	6,61%	2 500	7,00%	250	8,00%	-	-	63 184	49 256	131 646

Tableau 9 : Evolution en volume des prêts interbancaires par pays au titre du mois de février 2009 (en millions de FCFA)

PERIODES	Bénin		Burkina		Côte d'Ivoire		Guinée Bissau		Mali		Niger		Sénégal		Togo		UMOA	
	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Montant Total	dont intra-UMOA
4 au 10 février 2009	7 000	7 000	12 000	10 000	8 100	4 500	1 250	1 250	2 000	2 000	-	-	32 500	2 200	3 000	3 000	65 850	29 950
11 au 17 février 2009	17 500	17 500	11 300	9 000	2 600	-	2 250	2 250	2 000	2 000	-	-	10 000	10 000	12 500	12 500	58 150	53 250
18 au 24 février 2009	10 500	9 500	26 900	22 900	1 200	1 000	250	250	10 000	10 000	-	-	9 868	7 006	10 500	10 500	69 218	61 156
25 février au 3 mars 2009	10 000	10 000	18 660	16 660	1 100	1 000	-	-	1 000	1 000	-	-	14 506	12 006	14 250	13 000	59 516	52 666
Moyenne	11 250	11 000	17 215	14 640	3 250	1 625	938	938	3 750	3 500	-	-	16 719	7 803	10 063	9 750	63 184	49 256

Sur le marché des titres de créances négociables (TCN), le Trésor national du Burkina a effectué en février 2009, une émission à trois (3) mois, valeur le 26 février, pour un montant de 18,0 milliards par adjudication à taux variables.

L'encours des TCN en vie est ressorti à 484,6 milliards à fin février 2009.

3.5.2 – Marché financier

Au cours du mois de février 2009, l'activité boursière a poursuivi sa contraction. En effet, les indices BRVM₁₀ et BRVM composite sont ressortis en diminution de 4,5% et de 3,7%, en s'établissant respectivement à 181,9 points et 167,7 points à fin février 2009.

Poursuite de la baisse des indices BRVM₁₀ et BRVM composite

En glissement annuel, les indices BRVM₁₀ et BRVM composite affichent un repli de 27,6% et de 24,3%, respectivement.

La capitalisation totale du marché est ressortie en baisse de 3,3%, s'établissant à 3.633,6 milliards à fin février 2009 contre 3.756,9 milliards un mois plus tôt. La capitalisation du marché des actions s'est située à 3.140,0 milliards contre 3.259,5 milliards à fin janvier 2009, soit une diminution de 3,7%. La capitalisation du marché obligataire est ressortie à 493,6 milliards en février 2009 contre 497,5 milliards en janvier 2009, en repli de 0,8%, d'un mois à l'autre.

La capitalisation globale a diminué sur un an dans tous les compartiments. En effet, elle a reculé de 22,8% en février 2009 par rapport à février 2008, dont 24,2% au niveau du marché des actions et 12,8% pour le marché obligataire.

Toutefois, sur le marché des actions, les échanges ont porté sur 4.752.167 actions contre 3.777.255 actions un mois plus tôt, soit une hausse de 25,8%. L'essentiel des volumes transigés ressort des échanges effectués dans le secteur « Finances », soit 83,7% de la transaction mensuelle du volume total du marché au cours du mois de février 2009. La quasi-totalité des échanges a eu lieu sur le titre ETI (Ecobank Transnational Incorporated Togo), avec 99,8% du volume sectoriel mensuel.

Par secteur, celui de la « Distribution » a été le plus dynamique en février 2009, avec un indice sectoriel en hausse de 6,1% par rapport au mois précédent. En revanche, il est enregistré une diminution des indices dans les secteurs de « L'Agriculture » (-12,8%), du « Transport » (-4,3%), des « Services Publics » (-3,8%), des « Finances » (-3,6%) et de « L'Industrie » (-1,7%). Quant à l'indice des « Autres secteurs », il est resté stable à 61,73 points d'un mois à l'autre.

Comparés à la même période de l'année précédente, les échanges sur le marché des actions ont progressé en volume de 845.338 titres, soit une augmentation de 21,6%.

Sur le compartiment obligataire, en février 2009, le volume des transactions est ressorti à 360.012 titres transigés pour une valeur totale de 3.541.000.000 FCFA, contre un volume de 147.882 titres transigés pour une valeur totale de 1.477.656.417 FCFA en janvier 2009, enregistrant une forte hausse en volume, d'un mois à l'autre.

En glissement annuel, la transaction sur le marché obligataire s'est accrue de 60,3% du volume, soit un total de 35.414 titres transigés.



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int